

CONVOCAATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 6 mars 2018
à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **52.153** Projet de loi portant modification
1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
2° de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau
national

(doc. parl. 7118)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 2) **52.222** Projet de loi portant ratification de la Convention n° 169 de l'Organisation
internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux

(doc. parl. 7129)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 3) **52.279** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux
qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs
particuliers

(doc. parl. 7155)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 4) **52.293** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010
portant réorganisation de la Chambre de Commerce

(doc. parl. 7161)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 5) **52.329** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du
Royaume de Belgique, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,
le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume
des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre
les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles, le 16 février 2017

(doc. parl. 7178)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à
l'unanimité des 19 votants*

- 6) **52.427** Projet de loi portant approbation de l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, signé à Saint-Domingue, le 25 octobre 2016
(doc. parl. 7193)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 7) **52.431** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich, le 18 février 2017
(doc. parl. 7191)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 8) **52.450** Projet de loi portant approbation du Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles, le 29 juin 2016
(doc. parl. 7197)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 19 votants

- 9) **52.591** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017
(doc. parl. 7225)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

- 10) **52.592** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017
(doc. parl. 7224)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 18 votants

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi

- 1) **50.206B** Projet de loi portant réforme du port du nom et des prénoms et de leurs changements et portant abrogation
- de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms
 - et de la loi du 6 fructidor an II portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance
(Amendements parlementaires du 28 juillet 2017)
- (doc. parl. 6568B)
- 2) **51.279** Projet de loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours, et modifiant
1. la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
 2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 3. la loi modifiée du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État ;
 4. la loi modifiée du 8 décembre 1981 sur les réquisitions en cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe ;
 5. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
 6. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ;
 7. la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne ;
 8. la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours
(Amendement parlementaire du 28 février 2018)
- (doc. parl. 6861)
- 3) **52.205** Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg
(Amendements parlementaires du 9 janvier 2018)
- (doc. parl. 7132)
- 4) **52.232** Projet de loi portant modification du Code de la consommation en ce qui concerne les voyages à forfait et les prestations de voyages liées, et modifiant la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
(Amendements parlementaires du 11 janvier 2018)
- (doc. parl. 7136)

- 5) 52.297** Projet de loi relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et portant modification :
- 1° de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux ;
 - 2° de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;
 - 3° de la loi du [...] concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
 - 4° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
(*Amendements parlementaires du 6 février 2018*)
- (doc. parl. 7162)
- 6) 52.367** Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n° 596/2014, et portant :
1. modification du Code de la consommation ;
 2. modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
 3. modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; et
 4. modification de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances
(*Amendements parlementaires du 9 février 2018*)
- (doc. parl. 7164)
- 7) 52.372** Projet de loi relatif au régime fiscal de la propriété intellectuelle et modifiant
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (« *Bewertungsgesetz* »)
(+ *Amendements gouvernementaux du 15 décembre 2017*)
- (doc. parl. 7163)
- 8) 52.416** Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification
- 1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
 - 2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
 - 3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
 - 4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État ;
 - 5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1er février 1984 portant création d'une administration du personnel de l'État
- (doc. parl. 7180)

- 9) **52.429** Projet de loi portant approbation du protocole portant amendement du Traité sur un système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS) et la déclaration conjointe, faits à Luxembourg le 8 juin 2017
(doc. parl. 7190)
- 10) **52.474** Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance et portant modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif
(*Amendements parlementaires 9 février 2018*)
(doc. parl. 7199)

Projets de règlement

- 11) **51.685** Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités de traitement des données à caractère personnel par le Service de renseignement de l'État
(*Amendements gouvernementaux du 20 décembre 2017*)
- 12) **52.371** Projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 162 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- 13) **52.442** Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 juillet 2004 concernant le catalogue des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes
- 14) **52.485** Projet de règlement grand-ducal portant approbation du plan des parcelles sujettes à emprise et de la liste des propriétaires à exproprier en vue des travaux de réaménagement de l'échangeur de Pontpierre (A4-N13)
- 15) **52.703** Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1992 concernant le régime spécial de perception de la taxe sur la valeur ajoutée frappant les livraisons, les acquisitions intracommunautaires et les importations de tabacs fabriqués